

# 4 (DÉ)PRESSION SUR LES MÉDIAS

À l'instar de journalistes politiques ou économiques, certains reporters environnementaux reconnaissent avoir été approchés par des entreprises soucieuses de leurs images. Par crainte d'être associées à un projet peu écologique, elles ont tenté d'acheter leur silence. Témoignages.

"Nous subissons régulièrement des pressions, à des degrés plus ou moins importants, sur des sujets que nous couvrons ou de la façon dont nous les traitons", indique le responsable éditoriale de la campagne "Keep it in the ground" du Guardian, James Randerson. Les tentatives de manipulation et de corruption émanent généralement des entreprises, petites ou grandes. RSF a identifié plusieurs types de pressions, plus ou moins insidieuses.

Le journaliste canadien Stephen Leahy se souvient avoir été victime d'une tentative de corruption. En 2008, il enquêtait sur une entreprise canadienne, qui était accusée d'avoir pollué l'eau alors qu'elle exploitait des mines d'argent au Mexique. «Au cours d'un entretien téléphonique, j'ai interrogé un cadre de l'entreprise sur les accusations dont elle faisait l'objet, raconte-t-il. Il m'a immédiatement répondu quelque chose du genre : 'combien ça va me coûter si je veux que tu écrives un bon article sur l'entreprise ?'»

Au Canada, même la police a tenté de soudoyer la presse. En 2013, le reporter du site d'information en ligne Media Co-Op Mike Howe a été arrêté à trois reprises lors de manifestations du mouvement citoyen qui s'oppose à la fracturation hydraulique dans le Nouveau-Brunswick et qu'il suit depuis plusieurs années. À chaque fois, aucune charge n'a été retenue contre lui. En revanche, il a révélé à la presse que "la police [lui avait] offert de l'argent pour lui donner des informations sur les manifestants". Avant d'ajouter : "Comme j'ai refusé, ils m'accusent aujourd'hui d'avoir proféré des menaces".

## "IL NOUS A VERSÉ 100 DOLLARS SUR LA TABLE"

En République démocratique du Congo (RDC), les méthodes des corrompus sont plus directes. La compagnie pétrolière britannique Soco International dispose d'une concession pour explorer le pétrole situé dans le parc naturel des Virunga (est) - une réserve protégée qui abrite la plus grande biodiversité en Afrique -, qui avive les tensions

vantait les mérites de l'entreprise afin de la diffuser à l'antenne. Puis, il a ajouté 50 dollars pour que nous ne parlions pas de Soco dans des termes négatifs».

Les pratiques de l'entreprise pétrolière autour de ce projet ont déjà fait l'objet de polémiques. En juin 2015, l'ONG spécialisée dans la lutte contre le pillage des ressources naturelles, Global Witness, a accusé Soco d'avoir payé plusieurs dizaines de milliers de dollars un officier militaire congolais impliqué dans une série de violences contre des opposants à l'exploration pétrolière. À ce jour, l'entreprise, qui a toujours démenti ces accusations, a terminé sa phase d'exploration, et affirme s'être retirée du parc des Virunga.

“Notre job est de rester ferme face à de telles pressions”, commente James Randerson. Face aux gouvernements et aux entreprises qui s'érigent en obstacles à la liberté d'information, RSF constate la montée en puissance d'associations de journalistes environnementaux.



←  
Le parc national des Virunga en République démocratique du Congo, qui s'étend sur 7800 km<sup>2</sup>, abrite un quart des derniers gorilles de montagne. Le site a été classé patrimoine de l'UNESCO en péril.

## “ON ESSAIE DE NOUS MANIPULER”

James Randerson, responsable éditorial de la campagne “Keep it in the ground” du Guardian

Avez-vous déjà été confronté à la censure ou à des pressions en traitant des sujets environnementaux ?

Nous subissons régulièrement des pressions, à des degrés plus ou moins importants, sur des sujets que nous couvrons ou sur la façon dont nous les traitons. C’est le cas pour tous les journalistes. Ce n’est pas propre au journalisme environnemental, mais la réponse doit être la même. Sur un même sujet, nous évaluons les points de vue des différents protagonistes. Puis, nous écrivons l’histoire telle que nous la percevons.

De temps en temps, les responsables des services de presse des entreprises - qu’elles soient petites ou grandes -, et même des gouvernements essaient d’insister, de nous manipuler ou de nous intimider afin de nous faire changer de

sujet ou de nous influencer dans notre façon de le traiter. Notre travail est de rendre compte avec précision et de rester imperturbable face à de telles pressions.

Est-ce qu’un groupe industriel a déjà mis un terme à sa campagne publicitaire dans votre journal en raison d’un article à charge contre lui ?

Parfois, les entreprises sur lesquelles nous écrivons refusent de répondre à nos questions, particulièrement si le sujet ne va pas servir leur image. ExxonMobil a refusé de parler au Guardian concernant un sujet sur le climat en raison de notre campagne éditoriale intitulée “Laissez-le dans le sol” (“Keep it in the ground”), qui consiste à inciter les entreprises à renoncer aux énergies fossiles dans les sous-sols, pour sauver la planète. Par expérience, nous savions qu’elle ne faisait pas partie des entreprises les plus loquaces sur le sujet.

Quels sont, selon vous, les sujets les plus risqués à couvrir ?

En matière d’environnement, un sujet dangereux dépend plus du lieu du reportage que du sujet. Donc, nous réfléchissons attentivement avant d’envoyer des reporters dans des régions du monde instables et peu sûres. Les autorités récalcitrantes comme la Russie peuvent être sources de danger. Nous continuons d’envoyer des journalistes mais seulement après avoir maîtrisé les risques.

